

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

JP/RT

**OBJET : N° 1.4. – ADMINISTRATION GENERALE –
GROUPEMENT DE COMMANDE – CONVENTION DE MANDAT COMMUNE DE CHASSIERS -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

A la suite du jugement du Tribunal Administratif de Lyon en date du 09 juillet 2013 aux termes duquel le SEBA et la Commune de CHASSIERS ont été condamnés à verser un dommage substantiel à un propriétaire de terrain supportant des dégâts liés à des ravinements provenant de l'écoulement tant des eaux usées que des eaux pluviales et suite à la mise en demeure de l'avocat du propriétaire de mettre en conformité le système de traitement des eaux usées et des eaux pluviales, les deux collectivités se sont rencontrées pour trouver les voies et moyens pour mettre fin à cette situation.

Après cette concertation, il est apparu opportun d'avoir une approche globale de la situation en faisant la synthèse des différentes études réalisées à ce jour tant par le SEBA (étude GINGER ; étude G2C ; étude GEO-SIAPP) que par la Commune (étude IATE) et de confier à un même Bureau d'Etudes la réalisation d'une prestation intellectuelle touchant à la fois la mise en réseau séparatif des eaux et le recueil et la gestion des eaux pluviales sur le périmètre le plus pertinent.

Pour ce faire, il est nécessaire d'avoir une étude unique touchant aux problématiques spécifiques des deux parties et, par voie de conséquence, de mettre en place une convention de mission de mandat entre le SEBA et la Commune, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par le SEBA en contrepartie d'une participation financière de la Commune pour la part lui incombant normalement.

Le coût global de l'opération est estimé à 14 000 € HT dont 8 000 € à la charge de la Commune et 6 000 € à la charge du SEBA. Une avance de 50 % du montant HT de la convention de mission de mandat, soit 4000 € HT (quatre mille euros) sera versée au SEBA sur présentation d'une copie de l'ordre de service de démarrage de l'étude ou la notification du marché correspondant. Le solde sera versé au SEBA sur présentation des conclusions de l'étude ainsi que d'un état détaillé des dépenses et d'un décompte financier visé par le Receveur du SEBA.

Le Bureau Syndical est appelé à :

- se prononcer sur le principe même de l'opération ainsi que sur les modalités pratiques de sa mise en œuvre ;
- autoriser le Président à signer la convention de mandat telle que **jointe en annexe**.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL



PROJET CONVENTION DE MISSION DE MANDAT ENTRE LE SEBA ET LA COMMUNE DE CHASSIERS

Entre

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, M. Jean PASCAL, agissant ès qualité en vertu d'une délibération du Bureau Syndical en date du 4 février 2014, désigné ci-après par « Le SEBA »,

D'une part,

Et

La Commune de CHASSIERS, représentée par son Maire, M. Jean-Marie KNOCKAERT, agissant ès qualité en vertu d'une délibération en date du 11 décembre 2013, désignée, ci-après par « La Commune »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET

A la suite du jugement du Tribunal Administratif de Lyon en date du 09 juillet 2013 aux termes duquel le SEBA et la Commune ont été condamnés à verser un dommage substantiel à un propriétaire de terrain supportant des dégâts liés à des ravinements provenant de l'écoulement tant les eaux usées que les eaux pluviales et suite à la mise en demeure de l'avocat du propriétaire de mettre en conformité le système de traitement des eaux usées et des eaux pluviales, les deux parties souhaitent trouver les voies et moyens pour mettre fin à cette situation.

En conséquence et après concertation, il est apparu opportun d'avoir une approche globale de la situation en faisant la synthèse des différentes études réalisées à ce jour tant par le SEBA (étude GINGER ; étude G2C ; étude GEO-SIAPP) que par la Commune (étude IATE) et de confier à un même Bureau d'Etudes la réalisation d'une prestation intellectuelle touchant à la fois la mise en réseau séparatif des eaux et le recueil et la gestion des eaux pluviales sur le périmètre le plus pertinent.

Considérant l'intérêt d'avoir une étude unique touchant aux problématiques spécifiques des deux parties, il est décidé de mettre en place une convention de mission de mandat entre le SEBA et la Commune, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par le SEBA en contrepartie d'une participation financière de la Commune pour la part lui incombant normalement.

ARTICLE 2^{EME} – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

Le montant de la participation financière de la Commune est estimé à 8 000 € HT (huit mille euros) pour un montant d'études complémentaires de la mission confiée au Bureau d'Etudes GEO-SIAPP de 14 000 € HT (quatorze mille euros) commandée par le SEBA, auquel s'ajoutera le montant des éventuelles négociations foncières qui seront arrêtées en fonction du temps passé et qui feront l'objet d'un avenant à la présente.

Les crédits nécessaires au financement de cette participation seront prévus du budget 2014 de la Commune en tant que de besoin.

ARTICLE 3^{EME} – MODALITES DE PAIEMENT

Une avance de 50 % du montant HT de la convention de mission de mandat, soit 4000 € HT (quatre mille euros) sera versée au SEBA sur présentation d'une copie de l'ordre de service de démarrage de l'étude ou la notification du marché correspondant.

Le solde sera versé au SEBA sur présentation des conclusions de l'étude ainsi que d'un état détaillé des dépenses et d'un décompte financier visé par le Receveur du SEBA.

ARTICLE 4^{EME} – LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'un accord amiable entre les parties, le différend sera tranché par le Tribunal Administratif de LYON.

Fait à LARGENTIERE le (xx) février 2014

Le Président du SEBA

Le Maire de la Commune de CHASSIERS

M. Jean PASCAL

M. Jean-Marie KNOCKAERT